

Cabinet Yves BEGON

Membre de la Compagnie Régionale de LYON -RIOM

26 avenue de Verdun
42000 SAINT ETIENNE
Tel : 04 77 92 05 30

<p>RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES</p> <p>EXERCICE CLOS LE 31.08.2022</p>

LYCEE J.B. ALLARD
7 Rue du Bief
42600 MONTBRISON

Cabinet Yves BEGON

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Membre de la Compagnie Régionale de LYON - RIOM

26 avenue de Verdun
42000 SAINT ETIENNE
Tel : 04 77 92 05 30
Fax : 04 77 74 22 93
Y.begon@aaci-conseils.fr

LYCEE JB D'ALLARD
7 Rue du Bief
42600 - MONTBRISON

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 août 2022

Aux Adhérents

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association LYCEE JB D'ALLARD relatif à l'exercice clos le 31 août 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code déontologique de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 01/09/2021 à la date d'émission de mon rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions de l'article L.823-9 et 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Des subventions et concours publics ont été accordés pour 537 365 €. Je me suis assuré, par tests, qu'elles étaient utilisées conformément à leur objet. L'analyse de ces appréciations n'appelle pas de remarques particulières.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de mon opinion, exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement

s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

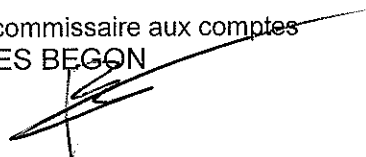
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A SAINT ETIENNE

le 28 décembre 2022

Le commissaire aux comptes
YVES BEGON



BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/08/2022 12			Exercice N-1 31/08/2021 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	3 185	3 185				
	Autres immobilisations incorporelles						
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions	6 186 483	3 288 271	2 898 213	3 234 509	336 296	10.40
	Installations techniques Matériel et outillage	1 450 727	1 057 073	393 653	108 681	284 972	262.21
	Autres immobilisations corporelles	121 804	91 796	30 008	14 073	15 935	113.23
	Immobilisations corporelles en cours				182 002	182 002	100.00
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières						
	Participations et Créances rattachées	20		20	20		
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres	759		759	759		
	Total I	7 762 978	4 440 325	3 322 653	3 540 044	217 390	6.14
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	51 175	33 646	17 528	5 927	11 601	195.74
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	220 776		220 776	312 867	92 092	29.43
	Valeurs mobilières de placement	70 928		70 928	70 928		
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	637 222		637 222	668 870	31 647	4.73
	Charges constatées d'avance	76 888		76 888	81 862	4 975	6.08
	Total II	1 056 988	33 646	1 023 342	1 140 454	117 113	10.27
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)		8 819 966	4 473 971	4 345 995	4 680 498	334 503	7.15

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/08/2022 12		Exercice N-1 31/08/2021 12		Ecart N / N-1	
						Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres						
	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves pour projet de l'entité	27 422		27 422			
	Autres						
	Report à nouveau	510 588		537 952		27 364	5.09
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	27 022		27 364		54 386	198.75
	Situation nette (sous total)	565 033		538 010		27 022	5.02
	Fonds propres consommables						
	Subventions d'investissement	1 307 013		1 443 386		136 373	9.45
	Provisions réglementées						
	Total I	1 872 045		1 981 396		109 351	5.52
FONDS DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
	Fonds dédiés						
	Total II						
PROVISIONS	Provisions pour risques						
	Provisions pour charges	57 853		65 826		7 973	12.11
	Total III	57 853		65 826		7 973	12.11
DETTES	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 016 685		2 193 968		177 283	8.08
	Emprunts et dettes financières diverses						
	Avances et acomptes reçus						
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	129 868		162 834		32 966	20.25
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales	24 862		23 266		1 596	6.86
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	34 630		43 650		9 020	20.66
	Autres dettes	140 014		150 592		10 578	7.02
	Instrument de trésorerie						
	Produits constatés d'avance	70 037		58 965		11 072	18.78
	Total IV	2 416 097		2 633 276		217 179	8.25
	Ecarts de conversion passif (V)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	4 345 995		4 680 498		334 503	7.15

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/08/2022	12	31/08/2021	12	Euros	%
Produits d'exploitation						
Cotisations						
Ventes de biens et services	884 370		781 882		102 488	13.11
Ventes de biens	141 682		140 542		1 140	0.81
dont ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	742 688		641 340		101 348	15.80
dont parrainages						
Production stockée						
Production immobilisée						
Produits de tiers financeurs	537 365		508 231		29 133	5.73
Concours publics et subventions d'exploitation	537 365		508 231		29 133	5.73
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	23 927		7 360		16 567	225.09
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits						
Total I	1 445 661		1 297 473		148 188	11.42
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises	81 295		84 369		3 074	3.64
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	486 178		357 626		128 551	35.95
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	35 106		24 440		10 665	43.64
Salaires et traitements	418 206		400 343		17 863	4.46
Charges sociales	142 192		137 109		5 083	3.71
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	403 506		406 377		2 871	0.71
Dotations aux provisions	9 895		11 383		1 488	13.07
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	5 070		3 554		1 516	42.65
Total II	1 581 448		1 425 202		156 246	10.96
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	135 786		127 728		8 058	6.31

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/08/2022	12	31/08/2021	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés	5 583		5 875		292	4.97
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III	5 583		5 875		292	4.97
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	44 716		49 339		4 623	9.37
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV	44 716		49 339		4 623	9.37
2. Résultat financier (III-IV)	39 133		43 464		4 331	9.96
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	174 919		171 192		3 727	2.18
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion	43 729		16 971		26 758	157.66
Sur opérations en capital	158 927		127 975		30 952	24.19
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
Total V	202 656		144 946		57 710	39.81
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion	536		899		362	40.32
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Total VI	536		899		362	40.32
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	202 120		144 047		58 072	40.31
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	178		219		41	18.72
Total des produits (I+III+V)	1 653 900		1 448 295		205 606	14.20
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 626 878		1 475 659		151 219	10.25
5. EXCEDENT OU DEFICIT	27 022		27 364		54 386	198.75

ANNEXE

Exercice du 01/09/2021 au 31/08/2022

L'Ogec JB d'Allard gère un lycée professionnel, un internat, une restauration scolaire et une UFA.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

NEANT

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

NEANT

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

ANNEXE

Exercice du 01/09/2021 au 31/08/2022

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 185		
Constructions sur sol d'autrui	6 186 483		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	1 056 489		341 920
Installations générales agencements aménagements divers	52 318		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	95 607		26 197
Immobilisations corporelles en cours	182 002		
TOTAL	7 572 899		368 117
Autres participations	20		
Prêts, autres immobilisations financières	759		
TOTAL	779		
TOTAL GENERAL	7 576 863		368 117

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			3 185	3 185
Constructions sur sol d'autrui		0	6 186 483	6 186 483
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			1 398 409	1 398 409
Installations générales agencements aménagements divers			52 318	52 318
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		0	121 804	121 804
Immobilisations corporelles en cours		182 002		
TOTAL		182 002	7 759 014	7 759 014
Autres participations			20	20
Prêts, autres immobilisations financières			759	759
TOTAL			779	779
TOTAL GENERAL		182 002	7 762 978	7 762 978

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	3 185			3 185
Constructions sur sol d'autrui	2 951 975	336 296	0	3 288 271
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	973 966	50 408		1 024 375
Installations générales agencements aménagements divers	26 159	6 540		32 699
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	81 534	10 262		91 796
TOTAL	4 033 634	403 506	0	4 437 140
TOTAL GENERAL	4 036 819	403 506	0	4 440 325

ANNEXE

Exercice du 01/09/2021 au 31/08/2022

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Constructions sur sol d'autrui	336 296				
Instal.techniques matériel outillage indus.	50 408				
Instal.générales agenc.aménag.divers	6 540				
Matériel de bureau informatique mobilier	10 262				
TOTAL	403 506				
TOTAL GENERAL	403 506				

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Réserves	27 422				27 422
Report à nouveau	537 952	27 364-		0-	510 588
Excédent ou déficit de l'exercice	27 364-	27 364	27 022	0-	27 022
Situation nette	538 010		27 022	0-	565 033
Subventions d'investissement	1 443 386		22 554	158 927	1 307 013
TOTAL I	1 981 396		49 576	158 927	1 872 045

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pensions et obligations similaires	65 826		7 973		57 853
TOTAL	65 826		7 973		57 853

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur comptes clients	33 015	9 897	9 266		33 646
TOTAL	33 015	9 897	9 266		33 646
TOTAL GENERAL	98 841	9 897	17 239		91 499
Dont dotations et reprises d'exploitation		9 895	17 239		

Hypothèses retenues pour la provision retraite :

- départ à la retraite : 62 ans
- taux de rotation du personnel : 0%
- taux de progression des salaires : 1.5 %
- taux de charges patronales : 42%
- convention collective applicable : Enseignement privé non lucratif

ANNEXE

Exercice du 01/09/2021 au 31/08/2022

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	759	759	
Autres créances clients	51 175	51 175	
Divers état et autres collectivités publiques	131 343	131 343	
Débiteurs divers	89 432	89 432	
Charges constatées d'avance	76 888	76 888	
TOTAL	349 597	349 597	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	2 016 685	190 825	772 113	1 053 747
Fournisseurs et comptes rattachés	129 868	129 868		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	19 445	19 445		
Autres impôts taxes et assimilés	5 417	5 417		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	34 630	34 630		
Autres dettes	140 014	140 014		
Produits constatés d'avance	70 037	70 037		
TOTAL	2 416 097	590 237	772 113	1 053 747
Emprunts remboursés en cours d'exercice	180 506			

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions sur sol propre	Linéaire	10 à 50 ans
Constructions sur sol d'autrui	Linéaire	10 à 50 ans
Instal.tech.matériel activité	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de bureau et informati	Linéaire	1 à 5 ans

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	219 893
Total	219 893

ANNEXE

Exercice du 01/09/2021 au 31/08/2022

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 602
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 758
Dettes fiscales et sociales	5 406
Total	24 766

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	76 888
Total	76 888
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	70 037
Total	70 037

Subventions d'équipement

Les subventions d'investissement allouées en vue de l'acquisition d'immobilisations ont été rapportées au compte de résultat selon le taux en vigueur pratiqué pour les immobilisations concernées.

Les subventions d'investissements accordées au cours de l'exercice ont été les suivantes :

- Subvention Agefiph d'un montant de 2 049 euros est attribuée pour l'aménagement du poste de travail d'un salarié porteur de handicap.
- Subvention Région Matériel Information 2021 : une subvention de 6 614 euros est attribuée pour l'achat des vidéo projecteurs.
- Subvention Région Matériel Informatique 2022 : une subvention de 8 783 euros est attribuée pour l'achat de divers équipements informatiques.
- Taxe d'apprentissage : sur les 14 200 euros perçus au titre de la taxe d'apprentissage 2021/2022, 9 536 euros ont été utilisés sur des investissements 2021/2022, le solde de 4 665 euros étant affecté à l'achat de petit matériel scolaire.

ANNEXE

Exercice du 01/09/2021 au 31/08/2022

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation des subventions

Répartition par secteur d'activité	Montant
CONCOURS PUBLICS DE L'ETAT	208 425
CONCOURS PUBLICS REGION	281 681
SUBVENTIONS ETAT	890
SUBVENTIONS REGION	13 654
SUBVENTION ERASMUS	32 715
Total	537 365

Rémunération des dirigeants

Compte tenu de l'organisation de l'association, les trois cadres dirigeants s'entendent du Président, du Trésorier et du Secrétaire. Ces trois fonctions sont remplies par des personnes physiques bénévoles. Il n'y a donc aucune rémunération allouée aux trois plus hauts cadres dirigeants de l'association.

Concernant la rémunération du directeur, cette information n'est pas précisée ici car elle conduirait à divulguer une rémunération individualisée, ceci étant contraire aux règles de confidentialité. (réponse ministérielle 01630, JO du Sénat du 30/08/2007)

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	5
Employés	10
Total	15

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagements financiers

Engagements reçus

CAUTION SOLIDAIRE CONSEIL REGIONAL RHONE ALPES PRET 420 000	133 460
CAUTION SOLIDAIRE CONSEIL REGIONAL RHONE ALPES PRET 1100 000	613 359
CAUTION SOLIDAIRE CONSEIL REGIONAL RHONE ALPES PRET 520 000	336 346
CAUTION SOLID CONSEIL REGIONAL RHONE ALPES PRET CM 617 500	522 359
CAUTION SOLID CONSEIL REGIONAL RHONE ALPES PRET SG 617 500	507 693
Total	2 113 217

Détail des cautions données

1- Le Conseil Régional Rhône Alpes s'est porté caution solidaire pour un emprunt de 420.000€ souscrit auprès du Crédit Coopératif. La garantie s'étend à hauteur de 378.000€ pour le capital et les intérêts. Au 31/08/2022, la somme du capital et des intérêts restant à verser s'élève à 133.460 €.

ANNEXE

Exercice du 01/09/2021 au 31/08/2022

2- Le Conseil Régional Rhône Alpes s'est porté caution solidaire pour un emprunt de 1.100.000€ souscrit auprès du Crédit Mutuel. La garantie s'étend à hauteur de 990.000€ pour le capital et les intérêts. Au 31/08/2022, la somme du capital et des intérêts restant à verser s'élève à 613.359€.

3- Le Conseil Régional Rhône Alpes s'est porté caution solidaire pour un emprunt de 520.000€ souscrit auprès du Crédit Coopératif. La garantie s'étend à hauteur de 574.883€ pour 90% du capital et des intérêts. Au 31/08/2022, la somme du capital et des intérêts restant à verser s'élève à 336.346€.

4- Le Conseil Régional Rhône Alpes s'est porté caution solidaire pour un emprunt de 617.500€ souscrit auprès du Crédit Mutuel. La garantie s'étend à hauteur de 555.750€ pour 90% du capital. Au 31/08/2022, la somme du capital restant à verser s'élève à 522.359€.

5- Le Conseil Régional Rhône Alpes s'est porté caution solidaire pour un emprunt de 617.500€ souscrit auprès de la Société Générale. La garantie s'étend à hauteur de 555.750€ pour 90% du capital. Au 31/08/2022, la somme du capital restant à verser s'élève à 507.693€.

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Charges et produits sur exercices antérieurs

Nature	Montant	imputé au compte
Produits		
- ANNULATION DETTE COMMERCIALE 2015	30 650	772800
- PDT UFA 2020/2021 NON COMPTAB SUR N-1	3 890	772806
- AIDE A L'EMPLOI 2020/21 NON COMPTAB N-1	8 000	771800
Total	42 540	

Cabinet Yves BEGON

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Membre de la Compagnie Régionale de LYON-RIOM

26 avenue de Verdun
42000 SAINT ETIENNE
Tel : 04 77 92 05 30
Fax : 04 77 74 22 93
Y.begon@aaci-conseils.fr

LYCEE JB D'ALLARD
7 Rue du Bief
42600 - MONTBRISON

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 août 2022

Aux adhérents

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre association, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisé ou que j'aurais découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui m'ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'assemblée générale en application de l'article L 612-5 du Code de commerce.

A SAINT ETIENNE
le 28 décembre 2022

Le commissaire aux comptes
YVES BEGON

